

Informations préliminaires sur le poste

Intitulé du poste	CHARGE/E DE CONSORTIUM SANTE
Rattachement hiérarchique	CHEF DE MISSION ADJOINT/E AUX PROGRAMMES
Pays / ville d'affectation	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE/BANGUI
Création / Remplacement	REMPLACEMENT
Date de début	NOVEMBRE 2019
Durée de la mission	6 MOIS

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 200 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 6 millions de personnes dans 22 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Depuis mars 2013 et la prise du pouvoir par l'ex coalition de groupes armés « Séléka », la Centrafrique traverse une crise politico-militaire très importante entraînant conflit armé et exactions intercommunautaires. L'un des principaux problèmes du pays reste la présence très importante de groupes armés contrôlant ou évoluant sur certaines parties du territoire. Malgré la présence de forces internationales (MINSUCA, Sangaris jusqu'à la fin de l'année 2016), la sécurisation effective du territoire est loin d'être une réalité. Les divisions sociétales, la violence des groupes armés toujours persistante, et l'appauvrissement des populations comme causes directes des conflits politiques et militaires font ainsi de la RCA l'un des pays les plus pauvres du monde, figurant à la 188e place du classement basé sur l'Indice de Développement Humain sur 189 pays.

Au plan politique, l'année 2016 a laissé entrevoir une amorce de transition avec l'arrivée au pouvoir d'un président nouvellement élu et la volonté du nouveau gouvernement de mettre fin aux combats et de proposer un plan de DDR de grande envergure. Cet espoir de sortie de crise reste cependant très fragile, au vu des difficultés dans les négociations avec les groupes armés et l'instabilité chronique qui persiste dans de nombreuses zones.

Cette crise politico-sécuritaire a eu des impacts humanitaires et sécuritaires conséquents, entraînant des déplacements massifs de communautés à l'intérieur du pays ainsi que des mouvements de réfugiés dans les pays frontaliers. Selon le plan de réponse humanitaire 2017-2019, la totalité de la population (4,6 millions de personnes, dont 50% sont des enfants) a été victime de l'une des crises, qui se sont succédé ces dernières années. Plus de la moitié de la population (2,4 millions de personnes) a besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Près d'une personne sur deux (48% de la population) se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire. En juin 2018, le pays comptait également 557 723 déplacés internes et réfugiés, du fait des conflits armés, des pillages, des violations des droits humains et de la perte de leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, l'Etat centrafricain peine toujours à se relever.

Les services sociaux de base sont dysfonctionnels ou inexistant dans de nombreuses zones. 31% des formations sanitaires ne sont pas fonctionnelles en raison de manque d'équipements, de personnels et de médicaments. Les enfants, notamment dans les zones rurales, ont perdu plus de 2 ans de scolarité.

Les indicateurs de développement sanitaires de la République Centrafricaine sont alarmants, avec notamment un taux de mortalité infanto-juvénile à 129 pour 1000, taux supérieur aux indicateurs de la région Afrique définis par l'OMS (119). Les principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans sont respectivement le paludisme, les infections respiratoires aiguës (IRA) et la diarrhée. Par ailleurs, le système national de santé s'est effondré, en raison des violences généralisées, de la destruction des infrastructures publiques et des pillages. Les organisations humanitaires sur le terrain aident à fournir des services de base, mais la situation générale reste alarmante, moins de la moitié des Centrafricains ayant effectivement accès aux soins de santé. Malgré l'aide, le système de santé reste fragile avec 347 (contre 124 en 2014) des structures de santé partiellement ou totalement détruites sur les 1 008 existantes en République Centrafricaine, soit 34% d'entre elles. En outre, 43% des personnels de santé sont des infirmiers secouristes sans aucune formation appropriée. Les

plateaux techniques des Formations sanitaires (FOSA) et des hôpitaux restent insuffisants. Le système de santé est inexistant dans certaines zones, du fait de la fuite du personnel qualifié pendant la crise (de nombreuses FOSA sont gérées par des secouristes, surtout en zone rurale). La crise a entraîné une rupture d'approvisionnement en médicaments dans certaines zones et la dégradation des infrastructures.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

Le nombre de réfugiés et de déplacés internes ne cessent de croître à mesure que la situation se dégrade. Selon l'UNHCR, en juillet 2018, 608 028 personnes ont fui la République Centrafricaine pour se réfugier dans des pays voisins (contre 464 176 en mars 2017) et le pays compte 688 000 déplacés internes (contre 401 072 en mars 2017). La tendance, notamment au Cameroun où résident 261 254 réfugiés centrafricains (juillet 2018), ne semble pas au retour. En effet, celle-ci semble étroitement liée à la situation sécuritaire et à l'incapacité de l'Etat à mettre en place un réel processus inclusif de DDR afin d'instaurer un climat sécuritaire stable. Face à ce constat, la mission de PUI dans sa stratégie opérationnelle de 2017 est de continuer de répondre aux besoins immédiats de la population en collaborant avec les autorités centrafricaines tout en intégrant une dimension sur la cohésion sociale afin de favoriser le dialogue intercommunautaire. La stratégie vise également à améliorer les conditions de base afin de permettre le retour des populations déplacées dans les régions où cela est possible.

Toutefois, si le retour de personnes déplacées peut être envisagé dans certaines localités du pays et que le contexte politique peut laisser présager une accalmie globale, les tensions dans certaines zones restent vivaces. C'est le cas dans certains quartiers de Bangui, comme le 3ème arrondissement, situation qui ralentit voire stoppe les dynamiques de retour. Il est donc important que PUI en tant qu'acteur d'urgence maintienne une réponse aux besoins humanitaires des communautés déplacées et hôtes impactées par des crises sporadiques et ciblées.

La crise en RCA qui perdure depuis 2013 a mis en exergue de nombreux problèmes structurels qui impactaient le pays depuis plusieurs décennies. Aussi, afin de permettre la résilience des populations, PUI dans sa stratégie opérationnelle de 2017 souhaite s'engager sur différents fronts attenant aux problématiques structurels qui frappent le pays. Un appui au système de santé national est donc apporté de même que le développement de la production agricole mais également des activités en sécurité alimentaire, en nutrition en Wash, en reconstruction d'abris, en nutrition ainsi que le stockage logistique inter-organisations. Ainsi, l'objectif de PUI est d'apporter une réponse qui soit la plus holistique possible et qui corresponde aux besoins humanitaires et à la visée stratégique de l'ONG par son approche intégrée..

Historique de la mission et programmes en cours

Première Urgence Internationale est présente depuis 2007 en RCA. Avant la fusion de 2011, Première Urgence et Aide Médicale Internationale étaient toutes deux présentes dans le pays. Depuis 2011, la mission dispose d'un bureau de coordination en capitale – Bangui – et est intervenue depuis quatre bases : Paoua dans le Nord-ouest, Ndélé dans le Nord-est, Bangassou/Rafai dans le Sud-est et Berbérati dans le Sud-ouest, en apportant une assistance en distribution de vivres, appui en sécurité alimentaire, et renforcement du système de santé. Au fil des années, les bases de Berbérati et de Paoua ainsi que celles situées dans le Sud-est ont été fermées pour déplacer les activités de l'ONG afin de suivre le déplacement géographique des besoins humanitaires ou pour des raisons, malheureusement, de sécurité des zones d'intervention (Paoua).

L'année 2017 marque pour PUI une année importante dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran (Ndele). En effet, après le retrait officiel de MSF-E en février 2017, PUI en étant le seul acteur présent dans le secteur de la santé, a assuré la reprise de l'entièreté des services de soins de l'hôpital préfectoral à Ndélé, avec le soutien financier de EuropAid (Fonds fiduciaire de l'Union Européenne, Fonds Békou). Cette couverture complète des besoins sanitaires dans la Bamingui-Bangoran se complète également avec le soutien des 4 FOSAs qui étaient soutenues par MSF-E, PUI couvrant 21 FOSAs dans la préfecture. Un nouveau projet de relance agropastorale est en cours de développement dans la région et la phase III du projet de santé se poursuit en 2019. En 2018, PUI a clos sa base dans la région de Berbérati, mettant fin à ses activités en sécurité alimentaire et en relance agropastorale dans la préfecture de Mambéré-Kadéï. Enfin, à Bangui PUI mène différentes activités de logistique à destination des ONG internationales afin d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse humanitaire, en particulier dans le domaine de la santé.

La République Centrafricaine fait face à une crise politico-militaire depuis 2013 qui a progressivement installé une atmosphère d'instabilité et de violence générale. Le personnel et les biens humanitaires sont souvent la cible d'attaques dans l'ensemble du pays. Ainsi, au cours de l'année 2018, 396 incidents ont été répertoriés affectant directement soit le personnel soit les biens humanitaires, avec donc une hausse de 175.% par rapport à l'année 2017. 17 bases ou entrepôts d'organisations ont été pillés et quelques 30 véhicules d'ONG ont été volés. 7 incidents ont eu lieu dans la région de Ndélé, 30 à Bangui. Cette insécurité a contraint certaines ONG à suspendre leurs activités.

PUI mène aujourd'hui trois projets à Bangui, deux consacrés à la logistique et un projet de santé nutrition.

Ce dernier financé par le Fonds Békou est la phase III du projet d'assistance médico-nutritionnelle et de renforcement du système de santé qui se poursuit jusqu'en juin 2020. Le projet a pour objectif de contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité des

populations ciblées grâce à la fourniture des services de santé de base à la population qui représente 724 306 personnes, tout en mettant en place un transfert progressif des compétences et des moyens aux structures nationales.

OFDA (Office of U.S. For Foreign Disaster Assistance) finance un projet de soutien logistique par le renforcement des capacités de stockage afin de faciliter et d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse humanitaire. Ce projet de gestion d'entrepôt est à destination des organisations humanitaires et vient compléter un recouvrement partiel des coûts de la part des humanitaires.

Le PNUD quant à lui finance un projet d'amélioration de la réponse humanitaire en santé et en nutrition par la création d'une plateforme de stockage dédiée en République Centrafricaine. Le projet est à destination de huit ONG et se poursuit jusqu'en août 2019. A Berberati, et plus particulièrement dans la préfecture de la Mambéré Kadéï, PUI mène des activités des activités de relance agricole (maraîchères, vivrières et d'élevage) et de relance économique (Cash For Work, Activités Génératrices de Revenus).

Aujourd'hui, et avec le retrait de MSF-E de la préfecture, PUI devient l'unique acteur humanitaire en santé dans la Bamingui-Bangoran. PUI assure la reprise de l'hôpital préfectoral à Ndélé (qui était géré à 90% par MSF-E) et donc de tous les services de soins de l'hôpital. Le projet de poursuite des activités des MSF-E, soutenu par le Fonds Békou, continue en 2019 et ce jusqu'en 2020, ce qui correspond à la phase 3 du projet. PUI est désormais en charge de 21 FOSAs dans la Bamingui-Bangoran, ainsi que de l'hôpital de Ndélé, soit la globalité des structures de santé de la préfecture.

Un projet de relance agropastorale est également en cours depuis 2019, financé par le Fonds Békou également. Ce projet, en consortium avec DRC (lead), Triangle, et ACF pour une durée de 24 mois devrait couvrir l'ensemble des préfectures du Nord de la RCA (Préfectures de l'Ouham, l'Ouham Pendé, la Bamingui Bangoran et la Vagaka). Le projet a pour but de renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses par le renforcement des capacités locales et la création d'emplois. Ce projet comprend aussi une mitigation des tensions et de l'insécurité liées aux transhumances grâce à une sensibilisation et un meilleur accès à des mécanismes locaux de résolution pacifique des conflits.

Enfin deux autres projets sont en cours d'implémentation à Ndélé, avec le bailleur de fonds UNICEF, qui finance un projet ayant pour but de réduire le taux de la morbidité et de la mortalité due à la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans la région et un 2ème avec le CIAA sur un projet de relance agricole complémentaire au projet actuellement en cours avec DRC

Configuration de la mission

BUDGET PREVISIONNEL 2020	8,000,000 euros
BASES	3 (Base opérationnelle Bangui + Coordination, Ndélé)
NOMBRE D'EXPATRIES	25
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	200
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	9 projets
PRINCIPAUX PARTENAIRES	Fonds Bekou, OFDA, CHF, CIAA, UNICEF
SECTEURS D'ACTIVITES	Moyen d'existence, Sécurité Alimentaire, Santé/nutrition, Logistique, WASH
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	<p><u>Coordination</u> : 1 Chef de Mission, 1 CDM Adjoint/e aux programmes, 1 coordinateur log, 1 coordinateur financier, 1 coordinateur RH, 1 coordinateur médical, 1 chargé/e de consortium santé, 1 Resp. Psychosocial, 1 Pharmacien, 1 Grants Officer, 1 M&E Manager, 1 Log capitale, 1 Coordo SANME, 1 Coordo WASH (en recrutement), 1 Coordinateur Plate-forme et Déploiement</p> <p><u>Bangui</u> : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP plateforme logistique, RP construction ; 1 RP Moyen d'existence</p> <p><u>Ndélé</u> : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP Agro</p>

Description du poste

Objectif global

En juillet 2017, un consortium a été créé entre PUI, la Croix Rouge Française (CRF) et Action contre la Faim (ACF) dans le cadre du programme « Assistance médico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et renforcement du système de santé de la région sanitaire n°7 » financé par le Fonds Bekou. Le/la Chargé(e) de Consortium Santé est responsable du bon fonctionnement de ce consortium et de la coordination de la mise en œuvre du programme. Il/elle met en place les cadres d'échanges, veille à la communication et au partage d'information entre les différents membres du consortium. Il/elle est responsable de la consolidation et de la soumission des rapports selon une périodicité convenue contractuellement et coordonne le suivi/évaluation en mettant en place les outils nécessaires à la mesure d'impact de l'action. Il/elle est responsable de l'application des régulations du bailleur. Il/elle est responsable de la bonne tenue des évaluations prévues dans le contrat. Il/elle assurera le lien et facilitera la communication entre les équipes du consortium et l'Agence d'achat des performances et renforcement de capacités (AAPRC) qui va implémenter le PBF.

Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Programmes** : Il/Elle accompagne la bonne mise en œuvre et du suivi du programme dans le respect de l'accord signé avec le bailleur
- ▶ **Logistique et administration** : il/elle assure le suivi logistique et administratif des activités propres à la gestion du consortium
- ▶ **Représentation** : Il/Elle représente le consortium auprès des partenaires, l'AAPRC, l'autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du programme sous la supervision du/de la CDM Adjoint/e aux Programmes et en coordination avec le Coordinateur Médical.
- ▶ **Sécurité** : Il/Elle contribue au respect des règles sécurité et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique, du/de la CDM Adjoint/e aux Programmes.
- ▶ **Stratégie** : Au besoin, il/elle contribue à l'élaboration de réorientations sur la base de besoins identifiés.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. SUIVRE LES INTERVENTIONS DU PROGRAMME EN RELATION AVEC LES MEMBRES DU CONSORTIUM EN VUE D'ASSURER SA BONNE MISE EN ŒUVRE

- ▶ Il/elle suit la mise en œuvre du programme conformément au contrat approuvé par le bailleur, aux plans d'actions et au budget, et veille au respect des objectifs définis ;
- ▶ Il/elle organise et prépare les réunions du comité de pilotage du programme ;
- ▶ Il/elle organise et prépare les réunions périodiques de planification et d'échanges avec les responsables de projets des membres du consortium ;
- ▶ Il/elle organise les ateliers et les formations visant à la diffusion des règles du bailleur et l'harmonisation des méthodologies entre les différentes ONGs du consortium ;
- ▶ Il/elle organise les ateliers de lancement/clôture et les forums d'échanges entre les communes en lien avec les responsables de projet des membres du consortium ;
- ▶ Il/elle coordonne et facilite la communication entre les membres du consortium afin d'assurer une gestion harmonisée des activités;
- ▶ Il/elle effectue des missions régulières sur le terrain afin d'évaluer les conditions de mise en œuvre des activités ;
- ▶ Il/elle rend compte régulièrement au Comité de Pilotage des blocages éventuels dans la mise en œuvre du programme et/ou des conditions de collaborations entre les membres du Consortium pour trouver des solutions appropriées;
- ▶ Il/elle s'assure du respect des MoU et accords signés entre les différents membres du consortium.
- ▶ Il/Elle communique avec l'AAPRC et facilite le suivi et l'implication des partenaires lors des visites conjointes et leur présence pour le conseil de validation sous la supervision du/ de l'Adjoint/e CMD aux programmes.

2. REALISER LE REPORTING, COORDONNER LE SUIVI/EVALUATION ET VEILLER A LA CAPITALISATION DE L'ACTION

- ▶ Il/elle assure la planification, la centralisation, la revue et la compilation des rapports périodiques et annuels envoyés par les différents membres du consortium à soumettre conformément au canevas de reporting et aux échéances fixées par le bailleur ;
- ▶ En lien avec le Chargé de Monitoring et Evaluation, il/elle définit le cadre de suivi, d'analyse d'impact et de capitalisation dans lequel chacun des acteurs du consortium s'intégrera
- ▶ En lien avec le Chargé de Monitoring et Evaluation, il/elle s'assure de l'emploi d'une méthodologie commune pour la collecte de données et au besoin propose des formations pour les agents des membres du consortium en charge du suivi/évaluation;
- ▶ Il/elle propose un calendrier pour la collecte, le traitement et l'analyse des données et coordonne la préparation et l'organisation des enquêtes et des évaluations
- ▶ Il/Elle s'assure de la capitalisation de l'ensemble des documents, outils et formations produits dans le cadre du programme et développe des rapports de capitalisation

3. ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIF DES ACTIVITES PROPRE A LA GESTION DU CONSORTIUM

Sur les composantes activités du projet (hors PBF) :

- ▶ Il/Elle adresse ses besoins *programmes* conformément au budget établi ;
- ▶ Il/Elle contribue à l'analyse des offres fournisseurs pour les achats à spécifications techniques (communication...) ;
- ▶ Il/Elle contribue à la réalisation des appels d'offre, le cas échéant, en coordination avec le/la Coordinateur/trice Logistique ;
- ▶ Il/Elle communique au service logistique de manière hebdomadaire ses besoins en véhicules et matériels de communication pour la mise en œuvre du programme ;
- ▶ Il/Elle s'assure que l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration du prévisionnel de trésorerie propre à la gestion du consortium sont fournis mensuellement au Coordinateur Administratif et Financier ;
- ▶ Il/Elle collecte les données du suivi budgétaire à jour du programme des activités hors PBF, et il/elle participe à l'analyse de ces budgets;
- ▶ Il/elle s'assure que les membres du Consortium transmettent dans les délais requis leurs demandes de transferts de fonds à PUI.

4. ASSURER LA REPRESENTATION DU CONSORTIUM ET LA COMMUNICATION AUTOUR DU PROGRAMME

- ▶ Il/elle appuie l'Adjoint/e/e CDM aux programme pour la représentation du consortium auprès des autorités, des acteurs humanitaires et de développement et des bailleurs ;
- ▶ Il/elle participe aux réunions de coordination et aux rencontres sectorielles en lien avec les thématiques de l'action ;
- ▶ Il/elle appuie l'Adjoint/e/e CDM aux programmes pour la participation aux rencontres/activités en lien avec les interventions du Consortium;
- ▶ En cas de visite Bailleur, il/elle participe activement à la préparation et à la mise en œuvre de la visite.
- ▶ Il/elle met en œuvre le plan de communication établi

5. ASSURER LA SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

- ▶ Il/Elle contribue à la collecte des informations relatives à la sécurité sur sa zone d'intervention et les diffuse au CDM Adjoint/e et au CDM de manière régulière ou ad-hoc en cas d'urgence.
- ▶ Il/Elle s'assure que les activités, la méthodologie, les critères de sélection ne mettent en danger ni les bénéficiaires ni les membres du consortium. Il/Elle alerte sans délai le/la CDM Adjoint/e et le/la CDM en cas de mise en danger des membres du consortium ou des bénéficiaires.

Encadrement d'équipe

- ▶ N/A

Savoirs et Savoir Faire recherchés		
	INDISPENSABLE	APPRECIÉ
FORMATION	BAC+5 (e.g. Master 2) dans les disciplines pertinentes (Santé, Sciences Sociales, Gestion de projets, ... ou une combinaison équivalentes d'expériences, etc.)	
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE <ul style="list-style-type: none"> ▶ Humanitaire ▶ Internationale ▶ Technique ▶ Années d'expérience professionnelle humanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Gestion d'un Consortium santé ▶ Expérience en coordination de projet ▶ Expérience de travail en Afrique Centrale ▶ 3 ans d'expérience 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Gestion de projets d'un volume financier supérieur à 6M d'euros; ▶ Expérience en suivi/évaluation
CONNAISSANCES & APTITUDES	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Très bonne qualité d'expression et de rédaction ▶ Aptitudes de communication ▶ Connaissances en gestion de projets ▶ Connaissances procédures bailleurs européens 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Connaissance de la RCA ▶ Connaissances procédures Europeaid
LANGUES <ul style="list-style-type: none"> ▶ Français ▶ Anglais ▶ Autre (préciser) 	X	Français
INFORMATIQUE <ul style="list-style-type: none"> ▶ Pack Office ▶ Autre (préciser) 	X	Base de données (Access ou autre) Gantt Project

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- ▶ Adaptabilité, diplomatie et ouverture d'esprit
- ▶ Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités
- ▶ Bonne résistance au stress
- ▶ Capacité d'organisation et d'animation
- ▶ Bonne capacité d'analyse et de synthèse
- ▶ Organisation et gestion des priorités
- ▶ Capacité à prioriser et à trouver des solutions aux problèmes posés

Autres

Poste basé à Bangui

Conditions proposées

Statut

- ▶ **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

- ▶ **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 815 à 1 950 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en maison collective+
- ▶ **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois